

La transition juste en Suisse – État des lieux et perspectives *9 mai 2025 à Lausanne et 27 mai 2025 à Berne*

À propos des tables rondes

Deux tables rondes sur la transition juste ont réuni plus de 30 participant.es à Lausanne et Berne en mai 2025. Leur objectif était d'introduire l'idée de transition juste et sa possible traduction en Suisse, ainsi que d'entamer un dialogue sur sa mise en œuvre. Des actrices et acteurs de domaines d'activité variés ont pris part à ce dialogue – ONG, syndicats, administrations publiques, recherche, etc. – permettant d'aborder de nombreux thèmes, p. ex. le logement, l'agriculture et l'alimentation, les transports, ou encore les politiques sociales et climatiques.

Cette brève note vise à faire une courte synthèse de ces événements, ainsi qu'à partager quelques conclusions tirées à leur suite. Ces dernières serviront de base à la suite du travail au sein du projet « JT – Pour une Transition Juste en Suisse ». Elles sont formulées par l'équipe de projet et ne visent pas à refléter directement les avis exprimés par les participant.es lors des tables rondes.

La transition juste en bref

L'approche de la transition juste développée par l'équipe de projet a été présentée en guise d'introduction aux tables rondes. Cette approche cherche à combiner rigueur scientifique et cadrage stratégique afin d'adapter cette idée au contexte suisse et de la rendre mobilisable dans le cadre de projets appliqués et de mesures concrètes.

Au cœur de cette approche se trouvent les notions de risques de non-transition – comme conséquences négatives potentielles liées à l'inaction face aux problèmes environnementaux – et de risques de transition, c'est-à-dire les risques d'accroissement des inégalités sociales lié à la mise en œuvre de politiques environnementales.

La spécificité de cette approche est donc d'insister sur les interactions entre ces risques, en portant l'attention par exemple sur les effets en termes de justice d'une politique climatique. Intégrer tant les risques de non-transition que de transition constitue ainsi la condition pour mener à bien des processus de transformation socio-écologiques.

Sur cette base, la transition juste peut se définir comme « un processus de transformation vers la dignité pour toutes et tous au sein des limites planétaires. Ce processus vise à identifier, évaluer et réduire autant que possible les risques de transition et de non-transition et place les droits sociaux et la participation au cœur des politiques environnementales ».

Des explications plus détaillées sur cette approche se trouvent dans une note de transfert de connaissance disponible sur le site du projet¹.

Synthèse et conclusions

->> Un premier défi identifié lors des tables rondes réside dans l'articulation entre l'idée de transition juste et d'autres notions (la sobriété ou l'approche du

¹ <https://durabilitas.ch/fr/themes/transition-juste/note-de-transfert-de-connaissances-transition-juste/>



donut p. ex.), avec d'autres initiatives (assurance sociale alimentaire ou revenu de transition écologique p. ex.), et surtout, avec des thèmes et enjeux spécifiques portés par diverses organisations. La défense des conditions de travail dans différents secteurs économiques, les enjeux liés à la protection des locataires lors des processus de rénovations des bâtiments, ou encore l'acceptabilité politique de mesures de transition juste qui repose notamment sur la disponibilité d'approches claires et des cadrages stratégiques étant quelques exemples de ces thèmes et enjeux.

Plusieurs participant.es soulignent à ce titre que ce défi est notamment créé par la difficile articulation entre enjeux sociaux et environnementaux, enjeux complexes en eux-mêmes, souvent menés par des organisations ou institutions séparées, et dont l'intégration requiert des compétences et/ou des ressources manquantes ou insuffisantes.

->> Un deuxième élément qui ressort des discussions recouvre des questions stratégiques. Comment par exemple situer, développer, puis mettre en œuvre de manière utile des mesures de transition juste dans un contexte décrit à de nombreuses reprises comme défavorable (manque de volonté politique, difficulté à mobiliser sur des enjeux de justice sociale et d'égalité en Suisse, structures actuelles de l'économie, etc.) ? Comment également aller d'un cadrage plutôt analytique et conceptuel de la transition juste – celui par exemple présenté autour des risques de transition et non-transition – vers des cadrages qui parlent à différents groupes de la population et permette de les mobiliser ?

->> Un dernier élément qui ressort en partie des discussions, mais qui peut servir aussi de conclusion provisoire à ces premiers échanges, c'est la grande

difficulté actuelle à se faire une image précise des situations dans lesquelles s'articulent mesures environnementales et enjeux de justice sociale (manque de données, manque de méthodes pour les acquérir et les analyser, diagnostic et identification des groupes vulnérables dès lors difficile, etc.). Dans l'approche développée par le projet, cette image précise relève de l'identification et l'évaluation des risques en particulier de transition, étape nécessaire avant d'envisager des mesures de réduction de ces risques.

Sans régler l'ensemble des enjeux et défis évoqués lors des discussions, c'est donc notamment à cette tâche que le projet « JT- Pour une Transition Juste en Suisse » va s'atteler. Cela, d'une part, en considérant stratégiquement le contexte et les marges de manœuvre existantes actuellement en Suisse, mais surtout, d'autre part, afin de contribuer au travail mené par d'autres organisations et institutions qui œuvre à une transformation socio-écologique.

L'équipe de projet remercie encore chaleureusement les participant.es à ces tables rondes, et se réjouit de poursuivre les échanges, les collaborations, et la mise en œuvre de mesures de transition juste en Suisse.